

## 9ème législature

Question N° : <b>41126</b>	de <b>M. Brana Pierre</b> ( Socialiste - Gironde )	<b>QE</b>
Ministère interrogé :	affaires étrangères	
Ministère attributaire :	affaires étrangères	
	Question publiée au JO le : <b>25/03/1991</b> page : <b>1136</b>	
	Réponse publiée au JO le : <b>15/04/1991</b> page : <b>1494</b>	
Rubrique :	Politique exterieure	
Tête d'analyse :	Rwanda	
Analyse :	Droits de l'homme	
<b><u>Texte de la QUESTION :</u></b>	<p>M Pierre Brana attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre des affaires etrangeres, sur la difficile situation du Rwanda. Le conflit arme opposant le Gouvernement rwandais au front patriotique rwandais a installe un climat de tension et d'insecurite qui se double d'une opposition grandissante entre les communautes Hutu et Tutsi. Cette situation pourrait etre de nature a mettre en danger les droits de l'homme dans ce pays. Il lui demande comment la France compte intervenir pour s'assurer du respect des droits de l'homme au Rwanda.</p>	
<b><u>Texte de la REPONSE :</u></b>	<p>Reponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu interroger le ministre d'Etat, ministre des affaires etrangeres sur le role joue par la France au Rwanda et en particulier sur la mission confiee aux troupes francaises qui y ont ete envoyees ainsi que sur les demarches entreprises par la France pour favoriser l'introduction de la democratie. La France et le Rwanda sont lies par un accord d'assistance militaire, signe le 18 juillet 1975. Dans le cadre de cet accord et repondant a la demande du president rwandais, le President de la Republique a decide le 4 octobre 1990 l'envoi d'une compagnie, puis quelques jours plus tard d'une deuxieme compagnie de parachutistes dont la mission exclusive etait la protection de la communaute francaise. Ainsi, les elements francais ont contribue, au mois d'octobre, a l'evacuation sur la France de la plupart des Francais residant au Rwanda. Ces ressortissants etant rentres au Rwanda et la situation s'etant a nouveau deterioree dans le nord du pays, les militaires francais ont permis le repli sur Kigali de 185 ressortissants etrangers bloques a Ruhengeri le 24 janvier 1991 et de 63 autres ressortissants demeures a Gisenyi, le lendemain. A aucun moment, les troupes francaises n'ont ete melees aux combats. Par ailleurs, depuis plusieurs mois, la France n'a pas menage ses efforts pour exhorter les autorites de Kigali a ouvrir un dialogue avec la rebellion, a perseverer dans la voie de l'ouverture democratique et du respect des droits de l'homme. Ces efforts ont pris des formes multiples : entretien de l'ambassadeur de France a Kigali avec le president Habyarimana, lettre du President Mitterrand au chef de l'Etat rwandais, demarches de la Communaute europeenne (notamment celles du 23 janvier et du 18 fevrier). Ces diverses interventions ont notamment concerne les conditions de deroulement des proces politiques qui ont commence le 3 janvier 1991 a Kigali. Les points suivants ont ainsi ete abordes : la defense des accuses, la possibilite pour des etrangers d'etre admis dans les fonctions d'avocat, la presence d'observateurs aux proces. La France s'est aussi particulierement emue des peines de mort prononcees. A ce sujet, il convient de rappeler que 1 500 condamnations a mort ont ete commuees au Rwanda depuis 1987 et qu'aucune sentence n'a ete appliquee depuis 1982. En tout etat de cause, la France restera vigilante sur ce point comme sur les</p>	

autres et continuera ses efforts auprès des autorités de Kigali afin de les convaincre de l'importance de la démocratisation comme préalable à la résolution du conflit qui affecte le Rwanda aujourd'hui.